

Complak, Krystian. *Los Gobiernos de Factor en América Latina. 1930-1980*. Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1989, 189 p. Traduit du polonais par Alberto Amengual.

José Havet

Volume 21, Number 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702769ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702769ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Havet, J. (1990). Review of [Complak, Krystian. *Los Gobiernos de Factor en América Latina. 1930-1980*. Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1989, 189 p. Traduit du polonais par Alberto Amengual.] *Études internationales*, 21(4), 891–893. <https://doi.org/10.7202/702769ar>

il ne faut pas se faire d'illusion. La cruauté des régimes politiques ne dépend pas de la méchanceté des dirigeants mais de celle des populations. *Homo homini lupus* a déclaré le vieux Hobbes.

Dans une situation plus calme, une nouvelle convention bilatérale sur l'émigration de la population concernée vers la Turquie et la réglementation des droits culturels de cette population pourrait trouver une solution équitable à un problème douloureux. Les grandes puissances pourraient intervenir dans le cadre de la convention de Helsinki. Il faut espérer sans se faire d'illusions.

Emmanuel NEUMAN

*Institut International
des Sciences Administratives, Bruxelles*

AMÉRIQUE LATINE

COMPLAK, Krystian. *Los Gobiernos de Facto en América Latina. 1930-1980*. Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1989, 189p. Traduit du polonais par Alberto Amengual.

L'universitaire polonais Krystian Complak étudie dans ce livre court, mais dense, un sujet exceptionnellement vaste, à savoir les «gouvernements de fait» de l'Amérique latine de 1930 à 1980, et ce, en utilisant non seulement de nombreuses sources primaires, telles que Constitutions, projets de réformes légales, plans nationaux de développement et discours de chefs d'État, mais aussi une quantité peu commune de livres et articles. La bibliographie de l'ouvrage remplit 16 pages fort serrées, alors que le livre compte à peine 131 pages de texte, texte par ailleurs encore réduit par les nombreuses et longues notes

au bas de chacune des pages du volume. Il faut ajouter à cela que les types de livres et articles consultés ont dû présenter pour l'auteur un défi sérieux : à côté d'innombrables études «occidentales» d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe, Complak fait amplement usage de sources russes et à l'occasion de sources polonaises. Peu de lecteurs «occidentaux» ont accès au contenu de ces dernières et – ne serait-ce qu'à ce titre – l'ouvrage est des plus stimulants. L'auteur précise que «... dans une grande mesure, nous avons consulté des articles publiés dans la revue de l'Institut de l'Académie des Sciences de l'URSS,..., ainsi que des publications des partis communistes et ouvriers qui collaborent à l'édition et à la rédaction de la *Revue Internationale*, périodique mensuel dont le siège est à Prague» (p. 13); même si certaines de ces publications paraissent maintenant dans diverses langues, il est rare qu'elles soient citées dans des publications «occidentales». Étant donné les changements dramatiques que connaît aujourd'hui l'Europe de l'Est et en particulier les possibilités accrues d'échange intellectuel qui en résultent, l'usage intensif des sources susmentionnées peut être considéré soit comme dépassé, soit comme particulièrement intéressant. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte à ce sujet, il est indéniable que l'auteur a fourni un effort considérable pour asseoir son analyse sur une base empirique solide et pour la situer dans l'ensemble des traditions théoriques existantes, quelle que soit l'origine de celles-ci.

Assez classiquement, Complak considère qu'en Amérique latine la cause des fréquentes crises dans l'exercice du pouvoir politique réside dans la structure économique de ces pays. Partant d'une analyse de l'évolution du mode de production capitaliste dans le continent, l'auteur aboutit à une position très dualiste, position qui souligne les tensions sociales résultant de la coexistence difficile entre – surtout – les modes de production

capitaliste et féodal. Étant donné ces tensions sociales et les faiblesses du système politico-constitutionnel des divers pays, faiblesses telles des partis politiques et des syndicats peu puissants et divisés, et des conflits entre branches législative et exécutive des gouvernements, les forces armées ont fréquemment assumé des rôles socio-politiques. Cependant, affirme Complak, les chercheurs se sont traditionnellement trop penchés sur la relation entre gouvernement de fait et militarisme, à tel point qu'ils en ont conclu faussement qu'il y avait – tout au moins entre 1930 et 1980 – militarisation de l'exercice du pouvoir. Le livre s'attache à montrer qu'il n'en est rien, ce que prouveraient, par exemple, les budgets militaires restés fort stables et comparativement assez modestes et le fait que les forces armées ne font généralement pas partie des secteurs sociaux qui prennent l'initiative de renverser les gouvernements élus au suffrage universel.

Une autre des idées maîtresses de l'ouvrage est qu'il est faux de considérer que l'instabilité politique est l'une des caractéristiques majeures des pays latino-américains. L'auteur affirme que, en moyenne, pour la période considérée, ces pays n'ont eu des gouvernements de fait que pendant 20 % du temps, qu'ils n'en ont eu que 2 ou 3, et que ces gouvernements n'ont duré chacun que 3 ans et 9 mois. Cependant Complak reconnaît que les gouvernements de fait sont la cause principale de l'instabilité occasionnelle des États latino-américains, et ce même si ces gouvernements cherchent avant tout à maintenir le *statu quo*. Cette volonté de maintenir le *statu quo* fait que les gouvernements de fait innovent peu, que ce soit dans le domaine idéologique ou dans les types de solutions concrètes proposées pour résoudre les grands problèmes économiques et sociaux des pays. Malgré cela, l'étude reconnaît à ces gouvernements une aptitude à prendre des mesures pour restructurer les capacités productrices des pays, mesures telles que

des réformes agraires, des nationalisations ou des privatisations.

Le livre est très fouillé et ses idées maîtresses bien défendues. Cependant certaines affirmations trop catégoriques peuvent être gênantes. Résulteraient-elles de l'extrême degré de généralité de l'ouvrage, donc de son niveau d'analyse très macro ; ou d'un style académique peut-être plus dogmatique que dans certaines traditions occidentales de recherche ; ou peut-être de la discipline de l'auteur : Krystian Complak détient un doctorat en droit et enseigne à la Faculté de droit de l'Université de Wrocław ; ou résulteraient-elles de ce que le livre exclut certains pays de son analyse : Belize, la Guyane, Surinam et surtout Cuba après 1959 et le Nicaragua après l'arrivée au pouvoir des Sandinistes. L'auteur a des affirmations qui semblent – sinon fausses – à tout le moins devoir être nuancées ; exemple : grâce aux réformes agraires, «l'étendue des domaines, propriété des latifondiaires, n'est aujourd'hui plus aussi considérable» (p. 19) ; les pays latino-américains consacrent «en règle générale à peine plus de 10 % de leur budget national aux dépenses militaires» (p. 25) ; le parti politique latino-américain typique «a un programme politico-idéologique qui ne diffère presque pas de celui des autres partis du pays» (p. 29) ; il est possible au Brésil, à la Colombie, au Mexique et au Vénézuëla d'avoir des gouvernements de parti unique parce que, dans ces pays, «le système de partis fut créé artificiellement» (p. 29).

Malgré ces affirmations contestables, il s'agit d'un livre écrit avec soin, basé sur une recherche très exhaustive et dont le propos est fort ambitieux, et ce tant par l'envergure du sujet étudié, par le nombre et la qualité des sources consultées, que par ses conclusions relativement originales. Néanmoins, le lecteur doutera fréquemment de la pertinence du concept de «gouvernement de fait», un type de gouvernement qui, pour Krystian

Complak, regroupe tant ceux issus de n'importe quelle révolte de palais que le gouvernement bolivien d'après la Révolution de 1952, mais qui par contre ne comprend pas le gouvernement cubain d'après 1959 et tous les gouvernements «élus» au cours d'élections notoirement truquées, gouvernements tels ceux d'Alfredo Stroessner par exemple. Cependant, l'ouvrage reste intéressant, même si – à notre avis – il est souvent peu convaincant. En dernière analyse, l'intérêt du volume provient peut-être avant tout de l'environnement académique particulier dans lequel il a été écrit ; à ce titre, ce livre a la valeur d'un document.

José HAVET

*Institut de développement international
et de coopération, Université d'Ottawa*

DUQUETTE, Michel. *Grands seigneurs et multinationales. L'Économie politique de l'éthanol au Brésil*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1989, 264p.

Les angoissants contrastes sociaux du Brésil ont été souvent discutés et illustrés. Proalcool, le programme brésilien de remplacement de l'essence par l'éthanol (alcool éthylique), a été souvent considéré comme une manifestation particulièrement dramatique de ces contrastes sociaux. L'étude de ce programme est le sujet du livre de Michel Duquette. L'ouvrage consiste essentiellement en une description détaillée des principales étapes de Proalcool : comment le programme est né, quelle fut son évolution, quelles furent ses conséquences. Une quantité impressionnante de sources ont été consultées : des ouvrages et articles académiques, mais aussi des rapports de distribution restreinte, des périodiques locaux et des journaux. L'ouvrage est en ce sens une mine de renseignements et tant le spécialiste que le lecteur moins averti

y trouveront une multitude de faits et épisodes qui font du volume une exceptionnelle source de renseignements. La principale faiblesse de l'ouvrage est son encadrement théorique, qui est certes clairement exprimé – le sous-titre du volume est *L'Économie politique de l'éthanol au Brésil* – mais qui en définitive guide peu l'auteur dans son accumulation de données empiriques, accumulation parfois déroutante pour le lecteur. Nous nous permettons d'ajouter à cela une autre critique, tout en reconnaissant que sa légitimité est aisément contestable : les «angoissants contrastes sociaux du Brésil» mentionnés antérieurement ne sont que peu illustrés dans l'ouvrage ; ainsi les coûts sociaux de Proalcool et, singulièrement, le conflit entre cultures alimentaires et énergétiques et le problème de la main-d'œuvre saisonnière sont à peine traités par l'auteur. En d'autres mots, le contraste entre ce que veulent les acteurs politiques et économiques les plus puissants et l'impact de leurs volontés sur la population est à peine considéré. Mais il s'agit là d'une critique certainement partielle : après tout, Michel Duquette a intitulé son ouvrage *Grands seigneurs et multinationales*.

Le modèle brésilien d'industrialisation, qui réalisa si bien son potentiel au cours des années 1950 et surtout 1960, fut durement affecté par l'augmentation du coût du pétrole à partir de 1973. Proalcool voit le jour deux ans plus tard. Le programme «se veut une réponse du complexe agro-industriel local à la menace que font planer sur le pays les importations accrues de pétrole», le but étant avant tout de maintenir «la croissance du complexe automobile, noyau dur de l'industrialisation récente du Brésil» (p. xvi) ; il consiste surtout en une relance du secteur agro-sucrier, relance qui s'appuie sur une politique de subsides agricoles. Ces derniers posent le problème du rôle de l'État dans la gestion de la politique énergétique nationale. Pour Michel Duquette, Proalcool montre comment des déficiences structurelles,